

Eric Trappier : « Nous donnons à nos salariés un avenir et une place dans la société »

« “La réussite du pays passera par l'industrie” », titre **Le JDD** qui ouvre ses colonnes au **président de l'UIMM**. Il réclame une refonte du modèle social et demande une baisse des charges pour enrayer la désindustrialisation. Le quotidien note qu'une semaine après le Medef, l'UIMM présente ses quinze propositions aux candidats et leur donne rendez-vous le 9 mars à la Mutualité. Si Eric Trappier « applaudit les mesures » prises pour aider les entreprises, il estime qu'il « faut aller plus loin. Le Covid a été un vrai révélateur. Il a mis en lumière des fragilités nées de vingt années d'abandon et de désindustrialisation. » Les 100 milliards d'euros du plan de relance « redonnent une perspective et une dynamique favorable », et les 35 milliards d'euros de France Relance, « vont dans le bon sens », détaille le président de l'UIMM. Mais « nous souffrons toujours d'un déficit de compétitivité », modère-t-il. « C'est un moment clé », martèle Eric Trappier, ajoutant que « la réussite du pays passera par l'industrie ». Il juge également que « le système selon lequel les charges qui pèsent sur les entreprises et les salariés financent notre modèle social doit être refondé. Cela nécessite que l'on clarifie ce qui relève de l'assurantiel et ce qui permet de financer la solidarité nationale », dit-il, plaidant en faveur d'« un allègement des cotisations employeur de 17 milliards d'euros supplémentaires et pour un report de l'âge de départ à la retraite à 65 ans. » Le patron de l'UIMM veut un « choc de compétitivité et donc une nouvelle baisse des impôts de production de 35 milliards d'euros sur cinq ans ». « La production est repartie, mais n'est pas revenu au niveau de 2019 », constate **Eric Trappier**, pour qui le fait que la « balance commerciale » ait « considérablement baissé » est un « marqueur important qui révèle que plusieurs secteurs sont en souffrance ». Il juge « normal » que le sujet du pouvoir d'achat « mobilise le grand public », et évoque l'inflation, qu'il ne pense pas conjoncturelle. Il estime encore que le manque d'attractivité de l'industrie « n'est pas une question de salaires ». « Nous avons un problème d'image qui nous colle à la peau », pointe le président de l'UIMM, qui dit craindre « de voir disparaître des filières ». « Nous regroupons 42 000 entreprises, dont 90 % de PME. Je n'en connais pas une qui ne cherche pas à embaucher », précise-t-il, rappelant que l'industrie donne à ses salariés « un avenir et une place dans la société ». Au sujet de la convention collective de l'UIMM, il espère l'« aboutissement favorable d'ici quelques jours de ce chantier historique de simplification. » Enfin, pour ramener les jeunes vers l'industrie, « l'Éducation nationale doit baliser le chemin », estime Eric Trappier. « Avoir des jeunes bien formés et compétents est le seul moyen de lutter contre le chômage, les délocalisations, et de réaliser la transition écologique », conclut le président de l'UIMM. (**JDD, p.29**)

Présidentielle : l'UIMM détaille ses 15 propositions

« L'industrie prône un choc fiscal à plus de 40 milliards », titre Les Echos, qui détaille les quinze propositions de l'UIMM. Le premier combat de l'UIMM est celui de la compétitivité afin de permettre la réindustrialisation de la France, note le quotidien, expliquant que pour cela, la fédération estime que le financement de la protection sociale doit être refondé et souhaite une baisse des impôts de production, comme le Medef l'a déjà fait. Ces propositions sont en phase avec celles de Bruno Le Maire, souligne le quotidien, alors que la fédération industrielle défend aussi une réforme des retraites. Face au problème de manque de main-d'œuvre, l'UIMM formule également plusieurs pistes sur l'éducation et la formation des jeunes et propose de fusionner les

contrats d'apprentissage et de professionnalisation en un contrat d'alternance unique. Elle demande de l'ouvrir à toutes les formations et à tout public, sans limite d'âge. **(Les Echos, p.15)**

« L'industrie défend... l'industrie », titre L'Opinion, pour une chronique de Corinne Lhaïk, pour laquelle l'UIMM a un allié inattendu : la pandémie, qui a révélé que la France était hors-jeu. Le pays a pris conscience de sa vulnérabilité et de sa dépendance et le sujet de la réindustrialisation s'impose aux candidats. L'UIMM veut clarifier ce qui relève de l'assurantiel et ce qui doit à la solidarité nationale, note-t-elle encore, concluant que l'autre problème de l'industrie est de trouver les compétences. Ce n'est pas une question de salaire, affirme le patronat mais d'image et d'orientation. (L'Opinion, p.1)

Le Figaro, revenant sur l'entretien donné par Eric Trappier, rapporte en très bref que l'UIMM réclame un choc fiscal de plus de 40 milliards d'euros et une refonte du financement de la protection sociale. **(Le Figaro, p.24)**

« L'UIMM présentera 15 propositions aux candidats à la présidentielle », titre La Correspondance économique, qui revient également sur les déclarations d'Eric Trappier, et relève, en priorité, que l'UIMM appelle de ses vœux une baisse des impôts de production. **(La Correspondance économique, p.10)**

« Les impôts de production, l'arme de Péresse pour convaincre le patronat », titre Les Echos, selon lequel la candidate pourrait muscler ses promesses de baisses des impôts de production. Le quotidien souligne qu'il s'agit également d'une demande de l'UIMM. (Les Echos, p.2)